

Communiqué de presse

Paris, le 20 octobre 2021

Blanquer menace et diffame les personnels : qui ne respecte pas les valeurs de la République ?

Mardi 19 octobre, le ministre Blanquer a présenté au Conservatoire national des Arts et métiers son plan de formation de la laïcité. Celui-ci est tiré du rapport Obin, dénoncé par SUD éducation comme faisant partie d'une vaste entreprise de dévoiement de la laïcité à des fins de mise au pas des enseignant·es.

De fait, Blanquer est allé plus loin encore que le rapport. D'une part, il diffame les personnels de l'Éducation, en disant qu'une partie de ceux-ci ne respectent pas les valeurs de la République, à commencer par la laïcité. D'autre part, il menace les personnels, comme il en a l'habitude, en sous-entendant que certain·es devraient "sortir du métier", et qu'il pourrait y avoir des mesures sur le plan de la "gestion de la carrière des personnes".

Si on le prend au mot, c'est bien le ministre et le gouvernement qui ont un problème avec les principes qui fondent la République :

- la liberté, et notamment la liberté syndicale, mises à mal par plusieurs années de répression généralisée et d'autoritarisme ;
- l'égalité, foulée au pieds notamment par la mise en œuvre de la casse du baccalauréat national, la réforme des lycées et parcoursup ;
- la fraternité, remise en cause par des années de discours haineux et stigmatisants de la part du ministre, par les expulsions de familles sans-papiers et en bafouant le droit à la scolarisation des mineur·es étranger·es

Fédération SUD Éducation

📍 31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

☎ 01 58 39 30 12

✉ fede@sudeducation.org

🌐 www.sudeducation.org



En particulier, c'est bien le ministre Blanquer qui ne respecte pas la laïcité comme il le devrait :

- en augmentant chaque année la part du privé dans le budget de l'Éducation nationale, au détriment de l'enseignement public ;
- en intégrant des établissements de l'enseignement privé catholique dans les expérimentations à venir de l'Éducation prioritaire ;
- en publiant une campagne d'affichage qui dévoie la laïcité sur des bases racistes et islamophobes ;
- en prenant des positions publiques contraires aux dispositions de la loi et du statut de la fonction publique sur la laïcité, concernant l'accompagnement des sorties scolaires par les parents d'élèves notamment.

SUD éducation dénonce fermement les propos du ministre et réaffirme que la laïcité est du côté de celles et ceux qui défendent l'école publique, et non de ses fossoyeurs.

SUD éducation demande que le ministre revienne immédiatement sur ses propos et s'excuse auprès des personnels de ses propos inacceptables.